L'Information Hennebontaise

Supplément du Rappel du Morbihan Juin 2011

Section hennebontaise du Parti Socialiste

Projet socialiste 2012

Avec vous nous voulons :

REDRESSER LA FRANCE ET PROPOSER UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

- **emploi, compétitivité, investissement, désendettement :** refaire de la France une nation qui compte
- **agriculture, environnement, énergies :** changer de modèle pour vivre mieux
- **pouvoir d'achat, salaires, pensions :** rendre la vie moins chère

Avec vous nous voulons :

RETROUVER LA JUSTICE POUR BÂTIR L'ÉGALITÉ RÉELLE

services publics : priorité à l'éducation, à la santé et à la sécurité

Avec vous nous voulons :

RASSEMBLER LES FRANÇAIS ET RETROUVER LA PROMESSE RÉPUBLICAINE

droit au mariage et à l'adoption pour tous, politique d'immigration juste et efficace, lutte contre les discriminations

Section hennebontaise du Parti Socialiste 5 rue nationale www.ps-hennebont.fr

Ne pas jeter sur la voie publique

Projet socialiste 2012

Re

Services publics : priorité à l'éducation, à la santé, à la sécurité

19. Pour la réussite scolaire de chaque jeune, nous conclurons un nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la nation : priorité à la réussite dans le primaire, refonte des rythmes scolaires et des programmes (socle commun de savoirs et de compétences), personnalisation accrue des enseignements, amélioration de l'encadrement et revalorisation du métier d'enseignant. Nous développerons l'enseignement et l'accès à la culture, ainsi que la pratique sportive.

20. Pour l'enseignement supérieur et la recherche, nous donnerons la priorité à la réussite dans les premiers cycles universitaires, nous renforcerons l'encadrement pédagogique et nous donnerons les moyens pérennes nécessaires à l'autonomie et au rayonnement des équipes, des laboratoires et des universités.

21. Pour l'épanouissement des tout-petits, l'accueil en crèche et la scolarisation à deux ans seront développés.

22. Pour la santé, nous remettrons l'hôpital public au cœur du système, et nous demanderons aux jeunes médecins libéraux d'exercer en début de carrière dans les zones qui manquent de praticiens.

23. Pour améliorer la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie, à domicile ou en établissement, nous ferons appel à la solidarité nationale. Pour permettre l'accès de tous à la vie de la cité, nous garantirons l'existence d'un volet handicap dans chaque loi et nous élèverons progressivement l'allocation adulte handicapé.

24. Pour améliorer la sécurité des Français et la tranquillité publique, nous renforcerons les moyens de la police et de la gendarmerie, notamment en créant 10 000 postes de gendarmes et de policiers de proximité. Pour une justice plus efficace, nous procéderons au rattrapage des moyens. Chaque acte de délinquance trouvera une réponse immédiate, juste et proportionnée.

Rassembl

25. Pour lutter contre les discriminations, nous généraliserons les CV anonymes, sans nom ni photo et nous expérimenterons un système d'attestations remises par les policiers lors des contrôles d'identité.

26. Pour assurer l'égalité des genres et des familles, nous ouvrirons le droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples.

27. Pour une politique juste et efficace en matière d'immigration, nous voterons tous les trois ans une loi d'orientation et de programmation qui sera élaborée en concertation avec les partenaires sociaux et les territoires qui assurent l'accueil et l'insertion des migrants ; nous renforcerons la lutte contre les employeurs qui ont recours au travail clandestin et contre les trafiquants ; nous créerons un vrai contrat d'accueil et d'intégration, fondé sur des obligations réciproques et insistant sur la maîtrise de la langue et la compréhension des droits et des devoirs républicains. Nous accorderons le droit de vote aux étrangers aux élections locales.

28. Pour conforter les contre-pouvoirs, nous garantirons l'indépendance de la justice (fin des instructions individuelles, carrières des magistrats non soumises au pouvoir politique) ; nous ferons voter une loi pour assurer le pluralisme effectif des médias et les responsables de l'audiovisuel public ne seront plus nommés par le président de la République.

29. Pour approfondir la démocratie, nous renforcerons le rôle du Parlement, nous introduirons une dose de proportionnelle aux élections législatives, nous transformerons le Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante, nous supprimerons leur dotation publique aux partis qui ne respecteront pas l'objectif de la parité, nous lutterons contre les conflits d'intérêt et nous imposerons une limitation du cumul des mandats.

30. Pour encourager la démocratie locale et la cohésion territoriale, nous abrogerons la réforme territoriale imposée par l'UMP, nous engagerons un acte III de la décentralisation assurant l'autonomie financière et de gestion des collectivités, une péréquation bénéficiant aux territoires défavorisés, un nouveau pacte de confiance et de développement entre l'État et les collectivités,une citoyenneté active, une présence garantie pour les services publics, un programme volontariste pour l'Outremer dans le logement social, les infrastructures de transports visant à conforter le développement économique et l'accès à l'emploi.

Un projet crédible et financé

• Pour nous, le rétablissement des comptes publics est un objectif de souveraineté politique et de justice. Nous nous fixons un triple objectif pour le mandat 2012-2017 : ramener les comptes de la Sécurité sociale à l'équilibre, ramener les déficits sous la barre des 3 % et faire baisser l'endettement.

C'est possible !

• La dernière fois qu'un gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale et à faire passer le déficit public sous la barre des 2 %, ce gouvernement était socialiste, c'était entre 1997 et 2002.

• C'est l'UMP qui a creusé le déficit public. Il est aujourd'hui autour de 7 % contre 2,7 % lorsque M. Sarkozy est arrivé au pouvoir. En dix ans, la droite a doublé la dette de la France, la faisant passer de 900 à 1 800 milliards d'euros entre juin 2002 et juin 2012.

• Bien entendu, la crise explique pour une part ces piètres résultats. Mais la Cour des comptes estime à deux tiers l'impact des choix budgétaires et de la politique économique opérés par la droite.

Comment ?

• En supprimant les dépenses inutiles. Depuis 2002, la droite a créé plus de 70 milliards de dépenses fiscales inutiles, dont 40 milliards depuis 2007, décisions sans efficacité économique et injustes socialement. Sur ces 70 milliards, nous en annulerons 50 milliards.

• En finançant toute dépense nouvelle soit par un redéploiement, soit par une réduction des dépenses fiscales inutiles et injustes créées par l'UMP, depuis 2002.

• En consacrant la moitié de nos marges de manœuvre au financement de nos priorités (soit 25 milliards pour la compétitivité, l'emploi, l'éducation, la santé et la sécurité…) et l'autre moitié à la réduction de la dette et des déficits.

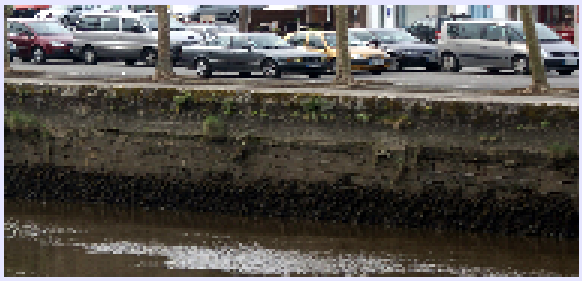
Rocade Ouest

Éva JOLY, candidate à la Présidence de la République, est venue à Hennebont répéter les propos récents d'un élu vert pour dire que le projet de Rocade Ouest était « *d'un autre temps* ».
Voulait-elle dire par là que ce projet était inscrit au Schéma Directeur de l'Aménagement et de l'Urbanisme des communes concernées depuis 1968 et repris depuis dans tous les documents d'urbanisme... et qu'en conséquence l'urgence était maintenant de passer à la réalisation ?
Hélas il ne s'agissait en fait que d'une opération de propagande électoraliste à inscrire au programme d'une candidate en mal de notoriété, et très peu au fait des problèmes locaux.

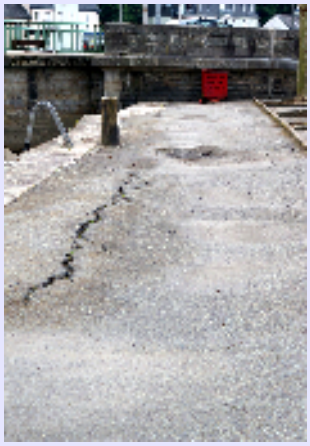
Ce projet de rocade est en réalité essentiel pour la sécurité des populations et le développement des communes d'Inzinzac-Lochrist et d'Hennebont... et même au-delà.

- Le projet a été déclaré d'utilité publique depuis 1997.
- Les recours des opposants ont été instruits et jugés.
- Les mesures compensatoires prévues.
- Les crédits inscrits.

Alors ça suffit, maintenant il faut rapidement passer à la réalisation, pour le bien-être des populations.



Réfection du Quai des Martyrs : pourquoi polémiquer ?



Hennebont Initiative Citoyenne a tenté de lancer une polémique à propos du coût prétendument exagéré de l'étude prévue par les élus pour remédier aux désordres du Quai des Martyrs.
Rétablissons la réalité des faits : une première campagne de relevés entre 2006 et 2010 a montré la nécessité d'une mise en sécurité du quai, le risque d'effondrement de l'ouvrage, bien qu'improbable, ne pouvant être totalement exclu.
Par contre, les causes de ces désordres et donc la nature précise des travaux pour y remédier ne peuvent être déterminées que par une étude détaillée permettant d'intervenir de la manière la plus pertinente. Cela mérite qu'au niveau du diagnostic on y réfléchisse à deux fois, de manière à éviter des travaux et des frais inutiles. C'est une question de simple bon sens.
Quant au dispositif de mise en sécurité du quai conçu par les services et retenu par les élus, il ne fait perdre aucune place de stationnement et préserve le cheminement piéton.
Le seul inconvénient, c'est le rétrécissement de la chaussée. Doit-on le regretter, sachant que de nombreux riverains ne cessent de se plaindre de la vitesse excessive des voitures ?
Les travaux seront lancés dès que les résultats de l'étude seront connus et que le financement (obtention des subventions) sera assuré. Il serait irresponsable d'engager ces travaux sans savoir où l'on va, du point de vue technique aussi bien que financier.

Pourquoi une telle polémique qui ne fait que parasiter le débat et inquiéter inutilement la population ?

Rejoignez le Parti Socialiste (section d'Hennebont)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Téléphone : ..... Courriel : .....

❑ Je souhaite être invité aux réunions de la section hennebontaise du parti Socialiste
❑ Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Section hennebontaise du Parti Socialiste
5 rue Nationale - 56700 HENNEBONT
Tél : 02 97 89 40 72
Site internet : www.ps-hennebont.fr

Réalisé avec OpenOffice, logiciel libre et gratuit Imprimé sur papier recyclé Ne pas jeter sur la voie publique

PS

L'Information Hennebontaise

Supplément du Rappel du Morbihan Juin 2011

Section hennebontaise du parti Socialiste

Projet socialiste 2012

30 engagements pour le changement

Redresser la France et proposer un nouveau modèle de développement

Emploi, compétitivité, investissement, désendettement : refaire de la France une nation qui compte

1. Pour muscler la compétitivité de la France, nous créerons une Banque publique d'investissement, qui investira dans la recherche et l'innovation, soutiendra les PME-PMI, prendra des participations dans les activités stratégiques et les filières industrielles d'avenir, et dont les moyens seront mobilisés sous la forme de fonds régionaux en copilotage avec les régions et leurs élus.
2. Pour refaire passer l'économie devant la finance et pour réguler le système financier, nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33 % à 20 % pour les entreprises qui réinvestissent intégralement leurs bénéfices et l'augmenterons jusqu'à 40 % pour celles qui privilégient les dividendes des actionnaires ; nous instaurerons au niveau européen une taxe de 0,05 % sur les transactions financières ; nous lutterons pour la suppression des paradis fiscaux ; nous séparerons les activités de dépôt et d'investissement des banques ; nous créerons une agence de notation publique européenne.
3. Pour que l'Europe puisse avancer, nous proposerons à nos partenaires d'émettre des emprunts européens (eurobonds) afin de financer les investissements du futur (réseaux de transport d'énergie, réseaux numériques, biotechnologies...) et les champions industriels de demain.
4. Pour l'emploi des jeunes, nous créerons 300 000 « emplois d'avenir » dans les domaines de l'innovation environnementale et sociale.
5. Pour protéger les salariés, nous créerons une sécurité sociale professionnelle, matérialisée par un compte temps-formation, permettant à chacun de reprendre des études, de réaliser un projet personnel, de s'occuper de sa famille et de choisir les modalités de son départ en retraite. Nous dissuaderons les licenciements boursiers par des pénalités financières pour les entreprises qui en même temps versent des dividendes à leurs actionnaires.
6. Pour protéger les intérêts de l'Europe, de ses savoir-faire et de ses salariés dans la mondialisation, pour mieux réguler le commerce, nous agirons pour augmenter les droits de douane sur les produits provenant de pays ne respectant pas les normes internationales en matière sociale, sanitaire ou environnementale.
7. Pour réduire l'endettement de la France, nous affecterons à la réduction de la dette la moitié des marges financières que nous dégagerons.

Agriculture, environnement, énergies : changer de modèle pour vivre mieux

8. Pour encourager les comportements écologiques, nous rendrons la TVA « éco-modulable » (diminuée sur les produits non-polluants et augmentée sur les produits polluants).
9. Pour que notre alimentation soit plus saine et pour que les agriculteurs vivent de leur travail, nous orienterons les achats alimentaires des collectivités locales vers l'agriculture et la pêche de proximité (lait et laitages, viandes, fruits et légumes).
10. Pour sortir de la dépendance du nucléaire et du pétrole, nous développerons massivement les économies d'énergie et les énergies renouvelables et nous proposerons à nos partenaires la mise en place d'une Communauté européenne des énergies. Nous organiserons un débat national sur la transition énergétique dès 2012.

Pouvoir d'achat, salaires, pensions : rendre la vie moins chère

11. Pour alléger la facture énergétique des Français, nous réinvestirons une partie des superprofits des groupes pétroliers dans des aides à l'isolation, le développement des énergies renouvelables et la mise en place de tarifs progressifs pour le gaz, l'électricité et l'eau.
12. Pour stopper l'envolée des loyers, nous plafonnerons leur montant lors de la première location ou à la relocation, notamment dans les zones de spéculation immobilière, et nous financerons la construction de 150 000 logements sociaux par an.
13. Pour que l'égalité salariale femme-homme devienne une réalité, nous en ferons une condition pour conserver des exonérations de cotisations patronales.
14. Pour aider les jeunes adultes à réussir leurs études, à se loger, à se soigner et à accéder à l'emploi, nous créerons une allocation d'étude sous condition de ressources dans le cadre d'un parcours d'autonomie. Un droit à la formation initiale différée sera accordé à ceux qui ont quitté le système scolaire de manière précoce.
15. Pour une plus juste répartition des richesses au bénéfice des salariés, nous organiserons une conférence salariale annuelle tripartite et revaloriserons le pouvoir d'achat du Smic. Nous limiterons les rémunérations abusives : rémunérations variables n'excédant pas la part fixe, écarts de rémunérations de 1 à 20 maximum dans les entreprises à participation publique, présence des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance et les comités des rémunérations.
16. Pour les retraites, nous rétablirons l'âge légal à 60 ans (qui permettra à ceux qui ont commencé à travailler tôt ou exercé des métiers pénibles de pouvoir partir au même âge) et l'âge de départ sans décote à 65 ans. Nous engagerons la réforme des retraites promise aux Français, fondée sur des garanties collectives, permettant des choix individuels et assurant l'avenir des régimes par un financement du premier au dernier euro.
17. Pour davantage de justice dans les impôts, nous fusionnerons l'impôt sur le revenu et la CSG dans un impôt citoyen plus progressif et prélevé à la source.
18. Pour revaloriser le travail, nous ferons en sorte que les revenus du capital ainsi que les bonus et stock-options soient soumis au même taux d'impôt que les revenus du travail, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Ne pas jeter sur la voie publique

Gabegie et démagogie

SARKOZY 4 ans après

- En 2007, Sarkozy avait beaucoup promis : " *Je serai le président du pouvoir d'achat* ", " *j'irai chercher la croissance avec les dents* " Aujourd'hui en l'absence de perspectives individuelles ou collectives, l'angoisse domine, les Français sont dans une situation d'inconfort cruel.
- La mondialisation libérale outrancière, le capitalisme antisocial détruisent l'économie à petit feu. En 20 ans, 2 millions d'emplois industriels ont été détruits. Sarkozy avait promis d'y remédier pendant sa campagne électorale. Résultat : la crise financière et la spéculation aidant, 500 000 emplois supplémentaires sont détruits. Et l'industrie n'est pas la seule concernée : la Politique Agricole Commune soumet nos producteurs à une concurrence déloyale, mondiale et européenne.
- Dans les villes comme dans les campagnes, le désespoir s'installe ; la précarité, la dureté de la condition ouvrière sont insupportables. Pendant ce temps, les actionnaires du CAC 40 se gavent. Et ce n'est pas la prime annoncée par Sarkozy (si elle voit le jour) qui apportera le calme. Tant que les patrons du CAC 40 toucheront en moyenne plus de 200 000 € par mois (200 fois le SMIC !) cette situation choquante ne pourra ramener une paix sociale durable.
- Pourquoi les PME (moins de 250 ouvriers) qui représentent 17% des bénéfices paient-elles 21% des impôts, pendant que les groupes du CAC 40 qui représentent 30% des profits ne contribuent qu'à 13% de l'impôt ?
- Une récente étude portant sur les 30 dernières années démontre que pour 90% des salariés la progression a été de plus 26% (une misère). Par contre, pour les 1700 plus gros salaires, la progression est de plus de 340 %.

C'est ça la politique de Sarkozy : des riches toujours plus riches, des pauvres toujours plus pauvres.

Le projet socialiste comporte un volet visant à une nouvelle répartition des richesses et des revenus, pour une vraie justice sociale.

La justice sociale selon Sarkozy

- Sarkozy l'a décidé : une prime sera versée à chaque employé des entreprises distribuant des dividendes à leurs actionnaires.

Un exemple de répartition équitable :

- **Les 5 premiers dirigeants du groupe Lagardère se partageront 13,5 millions d'euros.**
- **Chaque employé, quant à lui, aura 720 €. Sans commentaire !**

SARKOZY : encore des cadeaux aux plus riches

Enfin le bouclier fiscal a été supprimé. Depuis 2007 le PS n'a jamais cessé de réclamer sa suppression ; son coût pour la collectivité était de de 700 millions d'euros par an.

Mais en contrepartie, Sarkozy a repoussé le seuil d'imposition sur la fortune de 800 000 euros à 1,2 million d'euros et a diminué le taux des différentes tranches d'imposition. Coût pour les finances publiques : 2 milliards d'euros. **Le cadeau aux plus riches passe donc de 700 millions d'euros par an à 2 milliards d'euros ! Et on nous fait croire que c'est une mesure de justice fiscale ! De qui se moque-t-on ?**

Cerise sur le gâteau, le Gouvernement a décidé de réformer immédiatement l'ISF tout en conservant pendant 2 ans le bouclier fiscal.

Résultat : Liliane Bettencourt (qui on l'a vu est loin d'être à plaindre...) voit le montant de son impôt passer de 40 millions d'euros à seulement 10 millions ! Est-ce un échange de bons procédés ? En tous cas, comme ses amis elle peut dire *Merci Monsieur le Président !*

Où est la justice fiscale ?

Les travailleurs ne doivent pas se laisser abuser par Marine Le Pen

Sarkozy court derrière les idées du FN. Toute une partie de la droite est même prête à faire alliance avec Marine Le Pen, on l'a vu lors des dernières élections cantonales.

Dans cette confusion orchestrée par Sarkozy, certains se laissent charmer par les sirènes... ils feraient bien de lire le programme du FN.

Comme le relève la CGT la *«préférence nationale »* reste le socle du discours et des propositions du FN. Ce concept fondé sur l'exclusion et le rejet est clairement xénophobe, raciste, islamophobe. Il est totalement à l'opposé des valeurs défendues par les syndicats et des principes fondateurs de notre république.

Seule la Gauche responsable peut barrer la route au FN pour défendre les valeurs républicaines : Justice, Laïcité, Liberté, Égalité, Fraternité.

Avec le Front National au pouvoir, les premiers à souffrir de sa politique seraient les travailleurs et non les exploiteurs, comme à chaque fois que l'extrême droite est parvenue au pouvoir.

International — Hypocrisie et double langage

LIBYE - SYRIE : deux poids, deux mesures

La résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations Unies invite les états membres à prendre « *toutes les mesures nécessaires pour protéger les populations civiles menacées* ». L'opération visant le bureau de Kadhafi le 25 avril, était-elle respectueuse de cette résolution ? Les médias se sont longuement interrogés. Cela a donné lieu à un bel exercice d'hypocrisie. La Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil semblent de plus en plus remettre en cause l'intervention aérienne développée notamment par la France, l'Angleterre et les États-Unis, ce qui crée du tiraillement.

La Syrie ne connaît pas ce type de problème. Assad peut continuer à tuer son peuple sans retenue.

Il est vrai que la Syrie est un pays important du point de vue géopolitique et certaines communautés religieuses y sont très présentes : donc verbalement on condamne pour se donner bonne conscience, mais globalement on laisse faire.

Il paraît pourtant indispensable que la communauté internationale ou pour le moins européenne se mette d'accord pour condamner sans réserve tout agissement de dirigeants sanguinaires qui se comportent comme s'ils avaient droit de vie ou de mort sur leur population.

La disparition de Ben Laden doit être l'occasion à saisir pour amorcer un retrait progressif de nos troupes et trouver une sortie décente du bourbier afghan.

Tunis

Le printemps africain : et après ?

On a connu l'époque où la quarantaine infligée par le Concert des Nations à l'Afrique du Sud raciste a eu raison de l'Apartheid. Aujourd'hui la mise au ban des régimes d'assassins de père en fils doit être la ligne de conduite.

À quoi bon se gargariser du printemps arabe comme cela a été fait (parfois avec retard), si l'on se refuse à lever le petit doigt pour assurer la démocratie naissante. **Cela implique un réflexe de solidarité de tous les pays de l'Union Européenne.**

Or, que constate-t-on ?

L'Allemagne se défile. L'Italie se défausse des 25 000 Tunisiens arrivés à Lampedusa. Sarkozy s'associe au voyou italien pour déformer l'esprit de Schengen, et fermer nos frontières. Certes, il peut être utile de réviser des accords anciens, mais à condition de le faire dans un esprit d'ouverture et de solidarité.

La démocratisation en marche du monde arabe ne contribuera à notre avenir que si nous savons encourager son développement.

Vie locale — Priorité à l'éducation

École Curie : les effets délétères de la politique gouvernementale

Les parents d'élèves de l'école Curie sont en lutte depuis deux mois pour dénoncer les projets de suppression d'une classe à la prochaine rentrée, sur la base de statistiques ne tenant pas compte des inscriptions prévisibles. La section du Parti Socialiste d'Hennebont partage leur indignation devant cette situation inacceptable et appelle la population à les soutenir activement.

Chaque jour on découvre de nouvelles attaques contre notre système scolaire : le gouvernement a prévu de supprimer 16 000 postes d'enseignants en 2011, parmi lesquels les remplaçants, avec les effets catastrophiques qu'on peut voir à l'école Curie comme partout en France. Ces suppressions de postes entraîneront des fermetures de classes et donc une augmentation du nombre d'élèves par classe (la France est déjà lanterne rouge en la matière au niveau européen).

La scolarisation des enfants de moins de 3 ans est elle aussi dans le collimateur : le Recteur a décidé de la réduire de 2 % à la prochaine rentrée, en niant ses effets bénéfiques pour la réussite future des enfants, en contradiction avec les avis de tous les spécialistes.

Ces attaques contre notre système d'éducation, guidées par la recherche d'économies à tout va ont des retombées inacceptables au niveau de notre ville ; elles mettent en péril l'avenir de nos enfants en multipliant les risques d'échec scolaire, générateur d'inégalité sociale, au lieu de les diminuer comme devrait le faire une politique responsable.

C'est pourquoi, nous, Socialistes, mettons la question du développement de l'école et de la formation au centre de nos préoccupations et de notre programme, et refusons qu'elle devienne un enjeu uniquement économique ou comptable.